



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 00000 1 1 2 /AONR/ MINEE/CIPM/2026 DU
31 AOUT 2026

POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR L'ELABORATION DES CONTRATS TYPES
D'ACHAT ET VENTE DE L'ELECTRICITE AU CAMEROUN (EN PROCEDURE D'URGENCE)

FINANCEMENT: BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC MINEE, Exercice 2026 et 2027

MAÎTRE D'OUVRAGE: MINISTRE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le présent avis d'Appel d'Offres a pour objet, le recrutement d'un Consultant pour l'élaboration des contrats types d'achat et vente de l'électricité au Cameroun (en Procédure d'Urgence).

2. Consistance des Prestations

La consistance de la mission est définie comme suit :

- Analyser le cadre juridique et réglementaire national (Lois et textes d'application, régulation, fiscalité) relatif aux contrats d'achat/vente d'électricité ;
- Proposer une typologie de contrat d'achat/vente types par technologie (hydroélectricité, fioul, solaire, géothermique, éolienne, charbon, contrat d'achat standardisés pour les petits projets et les projets hybrides, hydro-solaire notamment) et en considération des relations entre différents opérateurs (ex. contrat d'achat entre Producteur et acheteur public/privé, contrats de vente aux gros consommateurs etc...) ;
- Rédiger des projets de contrats types avec clauses standards et annexes ;
- Organiser et animer une session de formation pour les personnels du MINEE et de l'ARSEL.

3. Tranches/Allotissement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres se feront en un (01) lot unique ;

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel des prestations est de : 100 000 000 (cent millions) Francs CFA.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est de (05) mois. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est restreinte aux candidats pré-qualifiés ci-après :

[REDACTED]	
1 CABINET AMADAGANA&PARTNERS	655 457 681 / 650 900 637

PM

		Contacti@amadaganapartners.com
2	CABINET HADIDJATOU GOGGO	694 796 965 / 694 703 898 hgoggo@avocap.net
3	FORVIS MAZARS AND LEGALTAX	694 084 166 Emmanuel.emoke@forvismazars.com

7. Financement

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres, sont financés par le Budget d'Investissement Public du Ministère de l'Eau et l'Energie, Exercices 2026 et 2027.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est exclusivement en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré au tarif en vigueur, acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO d'un montant de **un million (1 000 000) francs CFA, assortie du récépissé de consignation (CDEC)** et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. **L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.** Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrévocable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables au Ministère de L'Eau et de l'Energie, Direction des Affaires Générales, Service des Marché Publics, 3eme étage de la Tour Immeuble Ministériel N° 1 porte N° 03T12 12, B.P. 70 Yaoundé, Tel (237) 222 22 83 13, dès publication du présent Avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier peut être obtenue au Ministère de l'Eau et de l'Energie, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, 3ème étage de la TOUR Immeuble Ministériel N°1 porte N°3T12, BP 70 Yaoundé, Tél : 222 23 00 1 dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de **quatre-vingt-dix mille (90 000) francs CFA**, payable au Trésor Public. **Lors du retrait du DAO, les soumissionnaires devront se faire enregistrer en laissant leur adresse complète. (B.P., Fax, e-mail, Téléphone, etc.).**

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

La soumission étant en ligne, l'offre rédigée en français ou en anglais, devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **23 SEPT 2026** à **10 heures précises**. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- **5 Mo pour l'Offre Administrative ;**
- **15 Mo pour l'Offre Technique ;**
- **5 Mo pour l'Offre Financière.**

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis non-conformes au mode de soumission.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;



Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission non timbrée et ne disposant pas de récépissé de consignation acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en deux temps, l'ouverture des offres administratives et techniques interviendra dans un premier temps, suivi dans un second temps de celle des offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique supérieure ou égale à 75 points sur 100.

L'ouverture des offres administrative et technique aura lieu au Ministère de l'Eau et de l'Energie, le **23 SEPT 2026** à partir de **11h 00 heures**, par la Commission Interne de Passation des Marchés, (CIPM) auprès du MINEE dans la salle de réunion sise au Bâtiment Annexe N°2 du MINEE à MVOG ADA abritant la Commission Interne.

Seuls les soumissionnaires peuvent prendre part à cette séance d'ouverture ou se faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Le défaut de présentation de l'offre financière témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de passation des Marchés.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un **délai de 48 heures accordées** par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

- L'Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
- La non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission) ;
- Les Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- La Note technique inférieure à 80 points sur 100 ;
- L'Absence de la capacité financière supérieure ou égale à : **2 cents millions (20 000 000) francs CFA** ;
- L'Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années (dans l'offre technique) ;
- ~~Le Non-respect du format de fichier des offres pour les soumissions en ligne~~ ;
- L'Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- L'Absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- L'Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- La Présence des informations financière dans l'offre administrative et technique ;
- L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- L'absence d'une copie de l'offre financière témoin à l'ouverture ;
- L'absence de la clé de sauvegarde ;
- La Non acceptation du CCAP et du TDR paraphé, daté et signé assortis de la mention « lu et approuvé » ;
- Absence d'un certificat de catégorisation ;
- Absence de l'engagement à préfinancer les prestations à hauteur de 30% du montant de la soumission.

15.2. Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points notées suivant les critères essentiels ci-après :

- Présentation générale de l'offre : **05 points** ;
- Référence du soumissionnaire dans la réalisation des prestations similaires : **25 points** ;
- Méthodologie proposée en adéquation avec les TDR : **20 points** ;
- Qualification et compétence des experts : **50 points** ;

Seules les offres financières des soumissionnaires dont l'offre technique aura été déclarée recevable à l'issue de l'examen de la conformité des pièces administratives (1ère étape) et de l'évaluation technique (2ème étape) seront évaluées et notées, en fonction des critères ci-après :

$$NM = MMd \times 100 / MS$$

NM = Note relative au montant de l'offre financière du soumissionnaire ;

MMd = Montant évalué de l'offre la moins-disante ;

MS = Montant évalué du soumissionnaire.

Une pondération sera faite entre la note technique et la note financière pour obtenir la note finale N (note technico-financière) suivant la formule ci-après :

$$N = [(80 \times \text{Note Technique}) + (20 \times \text{Note Financière})] / 100$$

16. Attribution

Le Ministre de l'Eau et de l'Energie attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la *mieux disante* et jugée conforme au Dossier d'Appel d'Offres.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant une durée 90 jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction de l'Electricité Tel (237) 22 23 00 13, Fax (237) 22 22 61 77 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25/ 699 37 07 48.

Yaoundé le 31 AOUT 2026

Le Ministre de l'Eau et de l'Energie,
(Maître d'Ouvrage)



Copies :

- MINMAP (pour information) ;
- ARMP (pour publication) ;
- DAG/MINEE (pour archivage) ;
- CIPM (pour information) ;
- Affichage chrono.

Eloundou Essombe Gaston



RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER

00000112 RNT/MINEE/CIPM/2026 31 AUG 2026

FOR THE RECRUITMENT OF A CONSULTANT TO DRAFT STANDARD CONTRACTS FOR THE
PURCHASE AND SALE OF ELECTRICITY IN CAMEROON. IN EMERGENCY PROCEDURE.

1. Subject of the invitation to tender

The Ministry of Water and Energy is launching a restricted national tender to recruit a consultant to draft standard contracts for the purchase and sale of electricity in Cameroon.

2. Nature of works

Works comprise especially:

The scope of services under this Call for Tenders is as follows:

- Analyse the national legal and regulatory framework (laws and implementing regulations, regulation, taxation) relating to electricity purchase and sale agreements;
- Propose a typology of standard purchase/sale contracts by technology (hydroelectricity, oil, solar, geothermal, wind, coal, standardised purchase contracts for small projects and hybrid projects, hydro-solar in particular) and taking into account the relationships between different operators (e.g. purchase contracts between producers and public/private buyers, sales contracts to large consumers, etc.);
- Draft model contracts with standard clauses and annexes;
- Organise and lead a training session for staff at MINEE and ARSEL.

3. Tranches/Allotment

The services covered by this invitation to tender will be provided as a single lot.

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is: 100,000,000 CFAF;

5. Estimated execution deadline

The maximum time frame provided for by the Project Owner for the execution of works subject of this invitation to tender is five (05) months. This time frame shall run from the date of notification of the administrative order to commence the services.

6. Participation and origin

Participation in this Invitation to Tender is restricted to the list of candidates pre-qualified following ASMI No. 00000038/26/ASMI/MINEE/SG/DEL of 10 April 2026.

These include:



1	CABINET AMADAGANA&PARTNERS	655 457 681 / 650 900 637 Contacti@amadaganapartners.com
2	CABINET HADIDJATOU GOGGO	694 796 965 / 694 703 898 hgoggo@avocap.net
3	FORVIS MAZARS AND LEGAL TAX	694 084 166 emmanuel.emoke@forvismazars.com

7. Funding

The works under this invitation to tender shall be financed by Public Investment Budget of MINEE of 2026 financial year.

8. Bidding method

Tenders may be submitted in person or online via the COLEPS platform.

9. Bid bond

Each bidder must include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond, issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds for public contracts and whose list appears in document 14 of the Tender File (TF), of an amount of : **1,000,000 CFA francs** and valid up to thirty (30) days beyond the initial date limit of the validity of bids.

The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be accepted.

10. Consultation of Tender File

The hard copy of the file may be consulted free of charge during working hours in the Ministry of Water and Energy's offices during working hours at the Directorate of General Affairs, Public Procurement Service, 3rd floor of the TOWER Building, Ministerial Building No. 1, Office No. 3T12, BP 70 Yaoundé, Tel: 222 23 00 13, as soon as this notice is published.

It may equally be consulted **online on the COLEPS platform at the following addresses:** <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armac.cm).

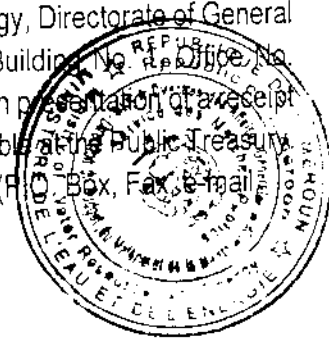
11. Acquisition of tender file

The hard copy of the file may be obtained from the Ministry of Water and Energy, Directorate of General Affairs, Public Procurement Service, 3rd floor of the TOWER Building, Ministerial Building No. 1, Office No. 3T12, BP 70 Yaoundé, Tel: 222 23 00 1, from the date of publication of this notice upon presentation of a receipt of payment of a non-refundable amount of one hundred thousand (90,000) FCFA payable at the Public Treasury. Upon collection of the DAO, bidders must register by leaving their complete address (R.C. Box, Fax & e-mail Phone, etc.).

12. Submission of bids

Each bid shall be drafted in English or French

- For offline bidding, The offer in seven (7) copies including the original and six (6) copies marked as such, should reach to the Ministry of Water and Energy, Directorate of General Affairs, Public Procurement Service, 3rd floor of the TOWER Building, Ministerial Building No. 1, Office 3T12, BP



70 Yaoundé, Tel: 222 23 00 13, no later than at 14:00 and should carry the indication:

RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER ~~00000~~ 1 1 2 RNIT/MINEE/CIPM/2026

31 AUG 2026

FOR THE RECRUITMENT OF A CONSULTANT TO DRAFT STANDARD CONTRACTS FOR THE PURCHASE AND SALE OF ELECTRICITY IN CAMEROON. IN EMERGENCY PROCEDURE.

"To be opened only during the bid-opening session"

- For online submission, the tender, drawn up in French or English must be sent by the bidder on the COLEPS platform no later than ~~23 SEPT 2026~~ 10 a.m. A back-up copy of the bid saved on a memory stick or CD/DVD must be sent in a sealed envelope clearly and legibly marked "back-up copy", in addition to the above mention by the deadline.

File size and format

For online bidding, maximum sizes of the files that will be send on the platform and constitute the bidder's bid are as follows:

- 5MO for the Administrative Bid;
- 15MO for the Technical Bid;
- 5MO for the Financial Bid.

The following formats are allowed:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images

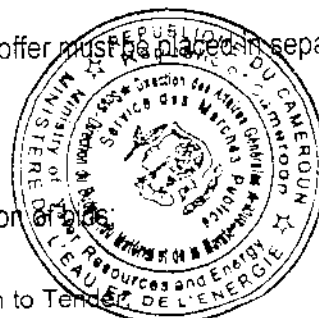
Bidder should use compression software to reduce the size of the files to be transmitted.

13. Admissibility of bids

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The Project Owner shall not accept:

- Bids bearing information on the identity of the tenderers;
- Bids submitted after the closing date and time for submission of bids;
- Bids non-compliant with the bidding mode;
- Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender;
- Failure to comply with the number of copies specified in the RPAO or offer in copies only;



Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the Tender File shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. A bid bond submitted but not relating to consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

14. Opening of bids

The bids shall be opened in two phases and shall take place on ~~23 SEPT 2026~~ at 11 a.m by the Project Owner Tenders Board in the meeting room of the Internal Tenders Committee of the Ministry of Water and Energy located at Yaoundé –Mvog Ada, annex building No. 2. Only tenders' financial bids having obtained the technical qualificative record of 85 out of 100 shall be opened atby the same Committee and in the same hall in a later date after publication of the results of technical evaluation.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a person of their choice, duly authorised, even in case of a group of companies.

PM

Under pain of being rejected, the required administrative documents must be submitted in originals or copies certified by the issuing service or the relevant administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the invitation to tender. They shall be no later than 3 (three) months old from the original deadline for the submission of tenders or must have been issued after the date of signature of the Tender Notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48(forty-eight) hours deadline granted by the Board, the file shall be rejected.

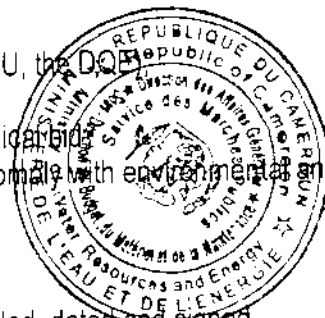
15. Evaluation criteria

15.1 Eliminary criteria

The elimination criteria set out the minimum requirements that must be met in order to be eligible for assessment against the essential criteria. They are not subject to scoring. Failure to meet these criteria will result in the rejection of the tenderer's bid.

These include, in particular:

- Failure to provide a tender bond stamped at the current rates, paid by hand, accompanied by the deposit receipt issued by the CDEC upon opening of the tenders;
- Failure to produce, within 48 hours of the opening of the tenders, a document from the administrative file deemed non-compliant or missing (except for the tender bond);
- False declarations or falsified documents;
- Technical score of less than 80 out of 100;
- Failure to provide a sworn statement confirming that the contractor has not abandoned any contracts in the last three years (in the technical bid);
- Failure to comply with the file format for online tenders;
- Absence of a quantified unit price in the financial bid;
- Absence of a component of the financial bid (the tender, the BPU, the DQF);
- Absence of a dated and signed integrity charter;
- Inclusion of financial information in the administrative and technical bid;
- Absence of a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;
- Absence of the reference financial bid;
- Absence of the backup key;
- Failure to accept the tender documents (CCAP and TOR) initialled, dated and signed.
- Absence of categorization certificate
- Absence of a commitment to pre-finance the services up to 30% of the bid amount.



15.2 Essential criteria

The so-called essential criteria are those that are of paramount importance or key to assessing the technical and financial capacity of tenderers to perform the services covered by the tender. These must be determined on the basis of the nature and scope of the services to be provided.

The procedures for validating a criterion based on the number of sub-criteria to be met must be formally specified.

Technical bids will be assessed on a scale of one hundred (100) points according to the essential criteria, which will cover, as a guide:

- General presentation of the bid: **5 points**;
- The tenderer's track record in delivering similar services: **25 points**;
- Proposed methodology in line with the Terms of Reference (ToR): **20 points**;
- Qualifications and competence of the experts: **50 points**.

The essential criteria and sub-criteria are detailed in the Specific Tender Regulations (RPAO). Only the financial bids of Bidders whose technical bids have been declared admissible, following the examination of the conformity of administrative documents (phase 1) and technical evaluation (phase 2), shall be evaluated and scored as follows:

$$NM = MMd \times 100 / MS$$

NM = score on the amount of the Bidder's financial bid;

MMd = Estimated amount of the lowest bid;

MS = Estimated amount of the Bidder.

A weighting shall be made between the technical and financial scores to obtain the final score N (technical and financial score) using the formula below:

$$N = [(80 \times \text{Technical Score}) + (20 \times \text{Financial Score})] / 100$$

16. Award of contract

The Project Owner shall award the contract to the bidder whose bid meets the required technical and financial qualification criteria.

17. Maximum number of lots:

A candidate may tender for the single (1) lot.

18. Duration of validity of bids

Bidders shall remain committed to their bids for [Indicate the duration between 90 days from the initial deadline set for the submission of bids.

19. Further information

To obtain additional information regarding this Call for Tenders, interested Firms may contact either the Public Procurement Services (Tel: 222 22 61 83) or the Electricity Department of the MINEE.

20. Fight against corruption and malpractices

To report any corrupt practices, incidents or acts, please call CONAC on 1517, or the Authority in charge of the Public Contracts (MINMAP) (by text message or phone call) on the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaoundé, the **31 AOUT 2026**



**The Minister of Water resources
and Energy
(The Project Owner)**

[Signature]
Eloundou Essomba Gaston

Copies:

- MINMAP (for information);
- ARMP (for publication);
- DAG/MINEE ;
- CIPM (for information);
- Notice board/Chrono.